

Lettres québécoises
La revue de l'actualité littéraire



Jacques Pelletier (dir.), Jean-Philippe Warren, Victor-Lévy Beaulieu

Samuel Mercier

Number 153, Spring 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/71164ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lettres québécoises inc.

ISSN

0382-084X (print)

1923-239X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Mercier, S. (2014). Review of [Jacques Pelletier (dir.), Jean-Philippe Warren, Victor-Lévy Beaulieu]. *Lettres québécoises*, (153), 56–57.

☆☆☆☆

JACQUES PELLETIER (DIR.)

Parti pris, une anthologie

Montréal, Lux, 2013, 376 p., 29,95 \$.

Plus besoin d'aller à la BANQ

Que retenir d'autre de cette anthologie *Parti pris* que le portrait en coupe d'une époque ? Il y a les plumes, bien sûr, celles d'Aquin, de Brault, de Chamberland, de Miron, de Vadeboncoeur... Mais surtout une question, plus fondamentale encore, celle de l'héritage laissé par cette revue.

Il serait possible de dire à la blague que Jacques Pelletier s'est donné la tâche facile en choisissant de colliger les textes de *Parti pris* pour en faire une anthologie. Difficile, en effet, de trouver au Québec une revue plus importante et ayant autant marqué son époque, le tout en l'espace de quelques années à peine.

Comme Pelletier le décrit d'ailleurs assez bien dans son introduction : « La revue *Parti pris* a surgi comme un météore dans le firmament culturel et politique québécois à l'automne 1963. Elle en a disparu après un passage flamboyant de cinq ans, à l'été 1968, laissant derrière elle un feu d'artifice dont les flammèches brillent encore. »

Le grand avantage d'une anthologie comme celle présentée par Pelletier est de donner accès à des textes qui, autrement, demanderaient au lecteur d'aller creuser dans les archives. Et quels textes ! Du « profession : écrivain » d'Hubert Aquin au « Joual et nous » de Gérald Godin en passant par des essais ou des manifestes tous plus fondateurs les uns que les autres, cette anthologie est un incontournable pour quiconque s'intéresse un tant soit peu à la culture québécoise des années soixante.

Peut-on pour autant dire, à la suite de Pelletier, que ses « flammèches brillent encore » ? Même si le présentateur de l'anthologie voit dans Québec solidaire et les manifestations du printemps 2012 une survivance de l'esprit révolutionnaire de la revue, il faut reconnaître qu'il n'est plus beaucoup question aujourd'hui de socialisme révolutionnaire. Mais, puisqu'il le faut, restons optimistes et n'y voyons pas que de l'histoire ancienne, peut-être en avons-nous gardé un certain côté, de cette révolte.

Un seul petit bémol

S'il faut souligner le travail de Jacques Pelletier pour sa sélection des textes, la petite note ajoutée à la bibliographie en page 365 (avec une coquille, c'est dire) faisant mention de Céline Philippe, « étudiante au doctorat en études littéraires de l'UQAM » qui « a aussi participé aux recherches pour l'ensemble de la publication » ne brille pas par son élégance. Le travail que demande une anthologie de ce genre s'effectue rarement seul. Il aurait été plus juste de le mentionner autrement.



JACQUES PELLETIER

☆☆☆☆

JEAN-PHILIPPE WARREN

Les prisonniers politiques au Québec

Montréal, VLB, coll. « Études québécoises », 2013, 232 p., 29,95 \$.

Entre héros et criminels

Avec *Les prisonniers politiques au Québec*, Jean-Philippe Warren propose de revenir sur un aspect négligé par l'histoire événementielle pour entamer une réflexion brillante sur l'évolution de notre rapport au politique.

Le 19 novembre 1893 à Montréal, trois « anarchistes » (le terme est vague) mettent à exécution un plan visant à faire exploser la colonne Nelson à Montréal. Le complot échoue et les « lointains précurseurs du FLQ » sont arrêtés. La condamnation ne manque cependant pas de surprendre l'observateur actuel.

En effet, le juge Desnoyers condamne les trois jeunes instigateurs du complot à seulement vingt-cinq dollars d'amende, une bagatelle en comparaison des années passées sous les barreaux par certains membres du FLQ ou des milliers de dollars d'amendes payés par certains des protestataires de la grève étudiante du printemps 2012.

Une notion changeante

Que s'est-il passé pour que le crime politique n'ait plus le statut particulier qu'on lui donnait autrefois et qu'implique ce changement ? C'est cette question de l'évolution culturelle de notre rapport à la dissidence politique que pose brillamment Jean-Philippe Warren dans son essai *Les prisonniers politiques au Québec*. Même s'il est possible de dire que son travail ratisse beaucoup plus large à travers ses enjeux, Warren fait le choix de ne s'intéresser cependant qu'aux « acteurs nationalistes accusés de violence politique », posant alors le problème de l'appartenance ethnique qui est



JEAN-PHILIPPE WARREN



souvent venu teinter les réactions des différents intervenants.

Il faut dire également que la justice n'a pas toujours été aussi tendre qu'avec les dynamiteurs de la colonne Nelson. L'ancien régime est marqué par les tortures et les peines cruelles pour qui-conque tente de s'opposer à l'ordre établi. L'espion David McLane est, par exemple, condamné en 1797 à être

« pendu par le col, mais non jusqu'à ce que mort s'ensuive » pour être ensuite « ouvert en vie, et [ses] entrailles arrachées et brûlées sous [ses] yeux; alors que [sa] tête sera séparée de [son] corps, qui doit être divisé en quatre parties ».

Criminels ou prisonniers politiques ?

Comme l'explique Warren, le *xix^e* siècle verra apparaître une toute nouvelle conception du crime politique, où la question de l'intention se pose davantage. Même si des tensions existent encore dans le discours de l'époque, certains des accusés des rébellions de 1837-1839 seront traités différemment des prisonniers de droit commun. Après tout, « [c]e n'est pas par malfeasance que les rebelles se sont retrouvés en geôle, ni pour l'attrait d'un quelconque gain personnel, mais pour l'amour de leur patrie », avancent certains.

Alors que ces nouvelles représentations auraient pu mener à une distinction juridique entre le criminel de droit commun — qui agit surtout par intérêt personnel — et le prisonnier politique, cette ouverture faite au *xix^e* siècle sera de courte durée. La force de Warren est de nous ramener ici à l'absurdité de voir des accusés mis en cause par un système qu'ils cherchent à changer ou ne reconnaissent pas, soulignant par le fait même que « tout procès, aussi anodin qu'il paraisse, est politique ».

Ce caractère politique s'intègre évidemment jusque dans les procédures, et l'auteur n'épargne pas les exemples de ces dérives légales où la fin justifie les moyens, même si cela exige de nier le droit dont cherche à se draper le pouvoir. Face à ces injustices, la question vers laquelle nous emmène Warren — et qui semble de plus en plus essentielle au fil de l'ouvrage — consiste à se demander s'il ne serait pas plus logique d'accorder aux prisonniers politiques un statut légal particulier, et ce, même si le monde semble aller dans la direction opposée.

☆☆

VICTOR-LÉVY BEAULIEU

Désobéisiez !

Notre-Dame-des-Neiges, Trois-Pistoles, 2013, 192 p., 19,95 \$.

Désobéir, oui, mais pas comme ça

Désobéisiez ! de Victor-Lévy Beaulieu n'est pas exactement un mauvais essai. L'homme a du style et il serait difficile de ne pas reconnaître la force de l'essayiste qui sait mettre en scène Tolstoï, Kropotkine, Thoreau ou Gandhi comme aucun autre.

Le livre commence par l'histoire du petit VLB qui « dès [son] enfance, [a] détesté tout ce qu'englobe le mot *autorité* » (il souligne), lecteur précoce maladif et mangeur de vers de terre à ses heures. On comprend alors très vite le caractère hugolien de cet homme voué à désobéir.

On plante un sujet, et sa parole devrait éclairer le monde. Seul hic : notre prophète de Trois-Pistoles dérape, et sérieusement. Je métaphore, j'évite, j'ai peur en ce moment de m'en prendre à un monument et de me casser le gros orteil, mais commençons doucement par ce qui cloche dans *Désobéisiez !*

Tout cela s'installe tranquillement, d'abord par quelques remarques au fil du récit de vie de l'auteur qui nous ramènent tout droit aux années soixante : l'omniprésence du clergé, le Québec « colonisé », les Anglais et tout le bataclan.

Un programme ambitieux

Bon. On connaît la chanson. VLB y était, dommage s'il ne l'a pas eu facile, mais ça se gâte quand vient le temps de plaquer cette grille de lecture sur le Québec contemporain. Passons sur le malheur de Google et des jeunes qui ne savent plus parler le français et allons directement au programme politique proposé au chapitre 11 par notre mage de la littérature québécoise.

Évidemment il est question d'indépendance et de cesser de « tataouiner » à ce propos, mais quelle indépendance ! VLB vous virerait les signes religieux de tout l'espace public, interdirait l'apprentissage des langues avant de maîtriser le français, « mettra[it] à disposition de tous les foyers une bibliothèque composée uniquement de livres québécois », nationaliserait le reste et réglerait au passage quelques problèmes de quotas de lait et de syndicalisation des travailleurs autonomes.

Difficile de voir quoi tirer de ce projet de nationalisme communautaire vaguement stalinien, mais ce qui est mieux encore est la suite où VLB tente de vendre le programme aux électeurs de Rivière-du-Loup en imprimant ses copies à compte d'auteur. À partir de ce point, il devient difficile de déterminer si l'essayiste voit ce qu'il écrit ou si le lecteur est le seul à comprendre la blague.

Reste qu'il y a du Quichotte dans ce ramassis de politique grand-guignolesque à la limite de la paranoïa, quelque chose d'étrangement beau dans ce combat contre un pouvoir difficile à distinguer. C'est peut-être le genre de personnage démesuré que réussissent à faire les romanciers, mais je doute que la tâche de l'essayiste soit de l'incarner.

